

Crise : ceux qui n'ont rien compris : Credit Suisse et certains cantons feraient bien de réaliser que le monde a changé

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2008)**

Heft 1799

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012600>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

cantons et le Parlement seront-ils renseignés et associés?

Bref, le dispositif laisse ouvert le champ du contrôle de son exécution. On croit deviner le réflexe des milieux bancaires: pourvu que les politiciens ne s'en mêlent pas! Aux représentants du peuple et des cantons de rappeler que c'est l'argent public qui est en jeu.

3. Le compte final

A lire les communiqués on s'aperçoit que, si l'opération devait rapporter un gain, UBS

a déjà pris soin de fixer les modalités du partage. En revanche les pertes iront pour l'essentiel, une fois le capital de la société de portage épuisé, à la BNS, c'est-à-dire à la Confédération et aux cantons.

Ce qui serait insupportable, c'est qu'UBS à nouveau bénéficiaire distribue un dividende quand la BNS mettra au point, selon la formule du Conseil fédéral, «*une répartition équitable des charges*».

Alors serait expérimentée in

vivo la socialisation des pertes et la privatisation des bénéfices. C'est inacceptable. UBS devrait donc s'engager à amortir la dette résiduelle ou à convertir cette dette en actions.

Ce point est essentiel. Il doit être au centre du débat parlementaire qui aura lieu à l'ouverture de la session de décembre. La droite veut faire croire que ce débat est inutile. Au contraire, les interstices du dispositif laissent place à des propositions justifiées et nécessaires.

Crise: ceux qui n'ont rien compris

Credit Suisse et certains cantons feraient bien de réaliser que le monde a changé

Jean-Daniel Delley (25 octobre 2008)

Le plongeon boursier, la déconfiture de plusieurs établissements bancaires et leur impact sur la situation économique invitent à repenser les règles du jeu financier. Les déclarations politiques abondent qui promettent des normes plus strictes et un contrôle accru.

Alors que la Confédération desserre les cordons de sa bourse pour tenir la tête de la plus grande banque du pays hors de l'eau, des cantons

profitent de l'occasion pour alléger leur imposition des bénéfices. Lucerne et Schwyz viennent d'annoncer une baisse substantielle, dans le but avoué d'attirer de nouvelles sociétés financières. Zurich et Zug s'approprient à faire de même. Les contribuables apprécieront, eux qui ne manqueront de passer à la caisse pour éponger la dette publique engendrée par l'insouciance de l'industrie financière.

L'Américain Brady Dougan, patron de Credit Suisse, ne semble lui non plus ne pas avoir appris grand chose de la crise actuelle. Après une recapitalisation réussie grâce aux pétrodollars du Golfe et un apport israélien, il annonce un rééquilibrage des activités de la banque zurichoise, de manière à atteindre une rentabilité des fonds propres de 20%. Un objectif qui précisément a conduit aux excès responsables de la cacade financière présente.